



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ

**portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables
aux installations classées pour la protection de l'environnement
exploitées par la SAS Ferme éolienne des Croix à NIBAS**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment son article 15 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 26 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2015 portant autorisation unique de construire et d'exploiter un parc éolien comprenant deux aérogénérateurs et un poste de livraison à NIBAS, au bénéfice de la société Ferme éolienne des Croix ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 janvier 2021 portant modification de l'autorisation unique susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le donner acte du 25 octobre 2017 considérant que le changement du type d'éolienne et le déplacement de l'éolienne E2 n'est pas une modification substantielle ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 16 mai 2025 établi à l'issue de la visite d'inspection du 25 février 2025, transmis à l'exploitant par courriel du 19 mai 2025 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 22 mai 2025, reçu le 27 mai suivant ;

Vu les observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courriel du 23 mai 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 25 février 2025 réalisée sur le site précité, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

L'exploitant n'est pas en mesure de pouvoir justifier que ses éoliennes ne sont pas susceptibles d'engendrer des nuisances sonores, en particulier au niveau des 3 points pour lesquels des dépassements ont été relevés en période nocturne dans le rapport de contrôle acoustique de 2020, et ce contrairement aux dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé précité prévoyant que *« L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.*

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures
Sup à 35 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

[...] »

2. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SAS Ferme éolienne des Croix de respecter les dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La SAS Ferme éolienne des Croix, en qualité d'exploitant d'un parc éolien à NIBAS, est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

Article 2 – Emissions sonores

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé en fournissant :

- le bon de commande pour la réalisation du contrôle acoustique dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté ;
- les documents justifiant du respect des seuils réglementaires dans un délai de 7 mois suivant la notification du présent arrêté.

Article 3 – Sanctions éventuelles

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article précédent ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Délais et voies de recours

La présente décision peut être contestée auprès de la cour administrative d'appel de Douai, compétente en premier et dernier ressort en application de l'article R. 311-5 du code de justice administrative, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La cour administrative d'appel de Douai (50 rue de la Comédie - 59500 DOUAI) peut être saisie via l'application Télérecours accessible par le site : www.telerecours.fr.

Article 5 – Publicité

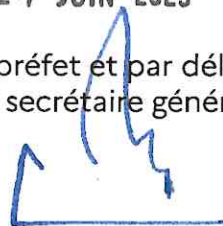
En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans la Somme, à l'adresse suivante : <https://www.somme.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eolien/Autres-decisions>, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le sous-préfet d'Abbeville et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS Ferme éolienne des Croix et dont une copie sera adressée au maire de NIBAS.

Amiens, le **27 JUIN 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD